



Présidence
Direction générale
des services

AVIGNON
UNIVERSITÉ

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'AVIGNON UNIVERSITE

SEANCE DU 9 NOVEMBRE 2021

Le 9 novembre 2021 à 14h30, les membres du Conseil d'administration d'Avignon Université se sont réunis sur convocation du Président de l'établissement.

ÉTAIENT PRÉSENT.E.S

M. Philippe ELLERKAMP, Président d'Avignon Université

M. Samuel PRISO-ESSAWE, Vice-président du Conseil d'administration (VP CA)

M^{me} Catherine CARBONE, Directrice adjointe de la Direction régionale académique de l'enseignement supérieur (DRAES), représentant le Recteur de la Région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur

Collège A

M^{mes} et MM. LE FRIANT, CASTELNUOVO, BLANKE, GIMELLO-MESPLOMB

Collège B

M^{mes} et MM. PRISO-ESSAWE, RAULT, LUNARDELLI, WENZEL

Collège BIATSS

M. BERNARD

Collège ÉTUDIANT

-

Collège Personnalités Extérieures

M^{me} et M. GONTARD (Cabinet d'avocats GONTARD, LECOQ-AFFAGARD, PTAK & ASSOCIES), REBMEISTER (Collège Paul Eluard Bollène)

REPRÉSENTÉ.E.S

M^{mes} et MM. MACE-BARBIER (procuration à M^{me} LE FRIANT), LEFEVRE (procuration à M^{me} LE FRIANT), COSTA (procuration à M^{me} LUNARDELLI), DURAND (procuration à M^{me} LUNARDELLI), ANDRE (procuration à M. BERNARD), SANTONI (procuration à M. ELLERKAMP), NABOT (procuration à M. ELLERKAMP), CAILLE (procuration à M. PRISO-ESSAWE)

ABSENT.E.S ET EXCUSÉ.E.S

M^{me} et MM. GOMES, BERRAG, BRUN, WIDENDAELE, DIONE, GAGNIARD, FAURE

PARTICIPANT À TITRE CONSULTATIF DE DROIT

M. BARBE, Directeur de la Bibliothèque universitaire, présent

M. BOURDAGEAU, Directeur général des services (DGS), présent

M. GUINTOLI, Agent comptable, présent

M. GUIN, Président du Grand Avignon, excusé

INVITÉ-E-S PRÉSENT-E-S

M^{me} ABONNEN, Vice-présidente déléguée à la vie universitaire (VP VU)

M. BOUSSAT, Directeur des ressources humaines (DRH), Directeur général adjoint (DGA)

M^{me} DRANSART, Directrice de l'Institut universitaire de technologie (IUT)

M. LINARES, Vice-président de la Commission de la recherche (VP CR)

M. MARNEFFE, Directeur des finances, des achats et du contrôle interne (DFACI), Directeur général adjoint (DGA)

M. POLIDORI, Vice-président de la Commission de la formation et de la vie universitaire (VP CFVU)

M^{me} PORTAL, Chargée d'affaires administratives et institutionnelles

**Ordre du jour de la séance du Conseil d'administration
réuni en formation plénière le 9 novembre 2021**

1. Informations générales communiquées par le Président
2. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 21 septembre 2021
3. Affaires financières : modification des conditions de remboursement des droits d'inscription des usagers renonçant à leur inscription à compter de l'année universitaire 2021-2022
4. Ressources humaines :
 - 4.1 Heures complémentaires et vacations d'enseignement : approbation du plafond d'heures (équivalent TD) autorisées par catégorie d'intervenant
 - 4.2 Approbation du rapport social unique (RSU) 2020
5. Formation et vie étudiante :
 - 5.1 Création d'un parcours préparatoire au professorat des écoles (PPPE) avec le Lycée Théodore Aubanel à compter de la rentrée universitaire 2022
 - 5.2 Approbation du référentiel des responsabilités pédagogiques de l'Institut universitaire de technologie (IUT) au titre de l'année universitaire 2021-2022 (formation initiale et continue)
 - 5.3 Actualisation des arrêtés-types relatifs au régime spécial d'études (RSE) pour handicap
 - 5.4 Commission « Contribution de vie étudiante et de campus » (CVEC) : approbation de la programmation des actions 2021-2022 – 2^{ème} vague
6. Recherche :
 - 6.1 Création de l'unité propre de recherche et d'innovation (UPRI) à l'UFR Sciences, Technologies, Santé
 - Approbation des statuts de l'UPRI
 - Actualisation de l'annexe aux statuts de l'UFR Sciences, Technologies, Santé
 - Actualisation des statuts de l'Ecole doctorale « Agrosciences et sciences » (ED 536)
 - 6.2 Allocation d'une aide financière à la *Business Unit* « IGBalance » (LaPEC) pour l'acquisition d'équipements et de consommables
7. Conventions :
 - 7.1 Approbation de la convention-type de mécénat
 - 7.2 Approbation de projets de conventions de mécénat dans le cadre de la chaire LIAvignon avec les sociétés ORANGE, ORKIS, LNE et CERCO
 - 7.3 Approbation de l'avenant portant renouvellement du contrat avec le Centre français d'exploitation du droit des copies (CFC) conclu le 30 septembre 2021
 - 7.4 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique avec ALM Formation au titre de l'année universitaire 2021-2022
 - 7.5 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique avec l'Association Rheso au titre de l'année universitaire 2021-2022
 - 7.6 Renouvellement de l'accord-cadre de coopération internationale avec la Faculté de Droit de l'Université Nihon (Japon) pour la période 2021-2026
8. Questions diverses

Relevé de décisions

Membres composant le conseil : 27

Membres présents : 12

Membres suppléés : 8

Membres absents et non suppléés : 7

1. Informations générales communiquées par le Président

2. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 21 septembre 2021

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

3. Affaires financières : modification des conditions de remboursement des droits d'inscription des usagers renonçant à leur inscription à compter de l'année universitaire 2021-2022

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

4. Ressources humaines :

4.1 Heures complémentaires et vacations d'enseignement : approbation du plafond d'heures (équivalent TD) autorisées par catégorie d'intervenant

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)

4.2 Approbation du rapport social unique (RSU) 2020

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

5. Formation et vie étudiante :

5.1 Création d'un parcours préparatoire au professorat des écoles (PPPE) avec le Lycée Théodore Aubanel à compter de la rentrée universitaire 2022

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)

5.2 Approbation du référentiel des responsabilités pédagogiques de l'Institut universitaire de technologie (IUT) au titre de l'année universitaire 2021-2022 (formation initiale et continue)

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

5.3 Actualisation des arrêtés-types relatifs au régime spécial d'études (RSE) pour handicap

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

5.4 Commission « Contribution de vie étudiante et de campus » (CVEC) : approbation de la programmation des actions 2021-2022 – 2^{ème} vague

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

6. Recherche :

6.1 Création de l'unité propre de recherche et d'innovation (UPRI) à l'UFR Sciences, Technologies, Santé

- Approbation des statuts de l'UPRI

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

- Actualisation de l'annexe aux statuts de l'UFR Sciences, Technologies, Santé

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

- Actualisation des statuts de l'Ecole doctorale « Agrosciences et sciences » (ED 536)

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

6.2 Allocation d'une aide financière à la *Business Unit* « IGBalance » (LaPEC) pour l'acquisition d'équipements et de consommables

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

7. Conventions :

7.1 Approbation de la convention-type de mécénat

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

7.2 Approbation de projets de conventions de mécénat dans le cadre de la chaire LIAvignon avec les sociétés ORANGE, ORKIS, LNE et CERCO

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

7.3 Approbation de l'avenant portant renouvellement du contrat avec le Centre français d'exploitation du droit des copies (CFC) conclu le 30 septembre 2021

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

7.4 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique avec ALM Formation au titre de l'année universitaire 2021-2022

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

7.5 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique avec l'Association Rheso au titre de l'année universitaire 2021-2022

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

7.6 Renouvellement de l'accord-cadre de coopération internationale avec la Faculté de Droit de l'Université Nihon (Japon) pour la période 2021-2026

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

8. Questions diverses

⇒ Néant

Après s'être assuré que le quorum est atteint, le Président d'Avignon Université ouvre la séance.

1. Informations générales communiquées par le Président

Evaluation HCERES 2023-2023 : la réunion officielle de lancement de l'évaluation HCERES 2022-2023 de la vague C s'est tenue le 5 novembre dernier. Cette évaluation se veut plus intégrée. Les universités doivent organiser leurs structures administratives pour porter le projet d'établissement, décliner ce projet en actions et mobiliser des moyens sur ces actions, en mesurer les résultats et être en quelque sorte en auto-évaluation permanente afin de procéder à des ajustements au fil de l'eau de façon à toujours servir le projet stratégique d'établissement. En ce qui concerne l'évaluation des formations et des entités de recherche, le HCERES sera plus attentif à la façon dont l'offre de formation et les travaux conduits dans les laboratoires contribuent à porter le projet d'établissement.

Deux ateliers thématiques formation et recherche sont organisés par le HCERES le 18 novembre prochain pour présenter aux équipes pédagogiques et des laboratoires les nouveaux référentiels d'évaluations, la méthodologie et le calendrier associés.

En interne, la Direction des affaires générales et de l'aide au pilotage porte ce dossier en lien avec les vice-présidents des conseils, des réunions d'information, de dialogue et de mise en œuvre seront conduites pour accompagner au plus près les collègues dans la démarche d'auto-évaluation.

En termes de calendrier, la remontée des dossiers d'auto-évaluation devrait intervenir au printemps 2022, elle sera suivie de la visite du Comité d'experts du HCERES. A l'issue du processus d'évaluation, s'enchaînera immédiatement après le dialogue contractuel avec l'Etat pour la formalisation du nouveau contrat pluriannuel de l'établissement.

Ces deux grands chantiers, comme la candidature d'Avignon Université à l'appel à projets « Excellence sous toutes ses formes » du quatrième programme d'investissements d'avenir (AAP ExcellencES/PIA4), conduisent l'établissement à questionner en profondeur son bilan, ses projets et sa trajectoire sur les années à venir. Cette démarche reste généralement très positive même si la charge est démesurée par rapport à la réalité des enjeux. Dans le cadre de cette évaluation, l'établissement va essayer, plus encore que les fois précédentes, de monter les ambitions, d'avoir une vision stratégique et globale au local, au national et à l'international.

Prenant la parole, Monsieur Gimello-Mesplomb demande au Président s'il envisage de soustraire Avignon Université à l'évaluation volet établissement comme évoqué lors d'un précédent Conseil.

Le Président indique que si initialement certaines universités s'étaient émues de changements dans les référentiels qui n'étaient pas conformes à ce qui avait été annoncé, les référentiels qui ont été publiés placent la stratégie de l'institution au plus près du territoire et des étudiants. Les référentiels sont donc conformes aux annonces du HCERES, les tensions exprimées par certaines universités ont donc été résolues.

Il est précisé que les points 6.1 et 6.2 inscrits à l'ordre du jour de séance ont été abordés à l'issue du point 3 en raison d'une contrainte d'agenda du rapporteur. Pour une meilleure lisibilité, le présent procès-verbal reprend l'ordre du jour initialement établi.

2. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 21 septembre 2021

Le Président invite les membres du Conseil à faire part de remarques éventuelles sur le projet de procès-verbal de la séance du 21 septembre 2021 (cf. annexe point 2).

A défaut d'observation, il soumet ce procès-verbal au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

3. Affaires financières : modification des conditions de remboursement des droits d'inscription des usagers renonçant à leur inscription à compter de l'année universitaire 2021-2022

Prenant la parole, Monsieur Samuel Priso-Essawe, Vice-président du Conseil d'administration (VP CA), rappelle que les étudiants qui renoncent à leur inscription au sein de l'établissement peuvent bénéficier du remboursement des droits d'inscription qu'ils ont acquittés et ce sous certaines conditions (cf. délibération n°CA-2020-026 du 19 mai 2020).

Il est proposé au CA d'accorder un délai supplémentaire aux étudiants inscrits en vue de l'alternance dans une licence professionnelle, qui n'auraient pas réussi à signer de contrat, et qui ne souhaitent donc plus poursuivre la formation. Ce délai est fixé à trois mois maximum à compter du démarrage de la formation (cf. annexe point 3).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet l'adoption de ce délai supplémentaire au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4. Ressources humaines :

4.1 Heures complémentaires et vacations d'enseignement : approbation du plafond d'heures (équivalent TD) autorisées par catégorie d'intervenant

Ce point porte sur la préconisation d'une limitation du nombre d'heures complémentaires au-delà duquel une autorisation préalable du Président est requise (*cf. annexe point 4.1*).

En préambule, le VP CA indique que certains administrateurs ont été destinataires d'un courriel émanant d'un collègue de l'établissement qui attire l'attention du Conseil sur le caractère inopportun et manifestement illégal de cette proposition.

Afin de lever toute confusion, le VP CA indique que la proposition faite au Conseil n'a pas vocation à définir la façon dont sont réparties les heures qu'effectuent les enseignants et enseignants-chercheurs entre leurs différentes activités de recherche, de formation et autres. La question porte non pas sur le volume horaire statutaire des collègues mais sur les heures complémentaires qu'ils seraient amenés à effectuer.

Par ailleurs, il ne s'agit pas ici de remettre en cause la règle du service fait. Il est question de s'interroger sur la qualité de l'engagement de la personne et du travail accompli au-delà d'un certain plafond d'heures réalisées. Il est de la responsabilité de l'établissement, du CA et du Président, de pouvoir s'assurer de la qualité du service qui est rendu à l'établissement par les collègues qui participent à l'activité d'enseignement. Tel est l'esprit dans lequel s'inscrit cette proposition, il s'agit de s'assurer que les conditions d'exercice du service soient bien remplies.

Sur la question de la compétence du Conseil, le VP CA rappelle que conformément au code de l'éducation, le CA délibère sur toutes les questions que lui soumet le Président.

Il invite Monsieur Boussat, Directeur des ressources humaines (DRH), à apporter toutes précisions.

Le DRH indique que la proposition faite au CA de fixer un plafond d'heures complémentaires ou de vacations d'enseignement est une pratique constatée au sein d'autres universités et validée par le contrôle de légalité des différents rectorats auxquels les délibérations associées ont été soumises. Par ailleurs, le Ministère accepte et valide le fait que les universités se dotent d'un cadre général pour l'exécution des missions d'enseignement et de recherche.

Sur le plan interne, Monsieur Boussat précise que la proposition soumise ce jour au vote du Conseil avait d'ores et déjà été présentée en CA le 13 octobre 2011 dans le cadre d'une information sur la procédure relative aux heures complémentaires. Le Comité technique (CT) de l'établissement n'avait alors pas été consulté. Il est apparu opportun d'acter formellement la préconisation d'un plafond d'heures complémentaires et de vacations d'enseignement par un vote du Conseil. Le CT de l'établissement, consulté le 26 octobre dernier sur ce dossier, a émis un avis favorable à l'unanimité.

Le DRH indique que ce document ne modifie en rien les règles présentées en 2011 et en vigueur depuis lors. Le texte proposé ne se veut pas restrictif, il a vocation à formaliser des préconisations et à permettre d'instituer un dialogue entre un enseignant-chercheur, une équipe pédagogique, un directeur de composante, un vice-président formation et un président qui *in fine* arrête de manière individuelle, conformément à la réglementation, les services des enseignants de son établissement.

Sur la question de la légalité de cette proposition, prenant la parole, le Président s'en remet au contrôle de légalité de Monsieur le Recteur de région académique. Comme précisé par le DRH, le document soumis au vote du Conseil formalise une règle en vigueur au sein de l'établissement depuis 2011 et respectée par l'immense majorité des collègues puisqu'elle n'a soulevé aucune difficulté depuis lors. En effet, dans la pratique, le Président indique ne signer des autorisations que pour seulement quatre collègues par an en moyenne qui dépassent ce plafond. Cela confirme bien qu'il y a une certaine autorégulation et une acceptation de cette mesure. Le seuil préconisé se veut être un « garde-fou » qui permet d'engager un dialogue. A noter également que la Cour des comptes, dans son évaluation de l'établissement de 2013, utilise ce document qu'elle considère comme parfaitement légal, et s'étonne simplement que le dépassement du seuil par les quatre collègues concernés soit récurrent. Le Président précise que dans les faits, ces collègues assument des charges dans des formations à très faible taux d'encadrement.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Wenzel indique que compte tenu des arguments présentés, l'opportunité d'une telle mesure ne souffre aucune discussion. En effet, si un collègue venait à réaliser plus d'un demi-service, il apparaît légitime de s'interroger sur la qualité des enseignements dispensés et des activités conduites par ailleurs, recherche ou autres. Les arguments qui ont été avancés ont le mérite de repositionner cette proposition dans une réalité pratique.

Monsieur Bernard précise qu'il n'a pas reçu le courriel susmentionné. Il en déduit que seuls les membres des collèges A et B en ont été destinataires. En tout état de cause, il a été sensible aux arguments développés et confirme que le document soumis ce jour au Conseil a déjà fait l'objet de consultation des instances par le passé sans jamais poser de difficulté.

Faisant référence à un précédent CA au cours duquel avaient été évoqués un déficit budgétaire lié au paiement d'heures complémentaires et la volonté de l'établissement d'opérer un meilleur contrôle dans ce domaine, Monsieur Gimello-Mesplomb demande si l'initiative de soumettre la fixation de ce plafond d'heures au vote du CA aujourd'hui participe de cette démarche.

Le Président indique qu'il s'agit de deux dossiers distincts. Comme mentionné précédemment, le dépassement de ce seuil ne concerne en pratique que quatre à cinq collègues enseignants. La fixation de ce plafond d'heures n'a pas d'impact significatif sur l'enveloppe budgétaire des heures complémentaires. L'objectif de cette proposition est de pouvoir engager un dialogue sur ces situations de dépassement et de rester en vigilance.

Le VP CA reprend la parole à l'issue des échanges. Il regrette que le débat se soit en partie porté non pas sur la proposition soumise au CA mais sur l'interprétation qu'en a faite un personnel de l'établissement non membre du Conseil. Il rappelle par ailleurs que conformément au règlement intérieur du CA, les séances du Conseil ne sont pas publiques. Les pièces préparatoires constituent des documents de travail qui n'ont pas vocation à être diffusés en-dehors du Conseil avant la tenue de la séance, tout comme les projets de procès-verbaux non encore approuvés.

En ce qui concerne la proposition d'une préconisation de fixation d'un plafond d'heures complémentaires et de vacations d'enseignement, le VP CA précise que ce plafond s'entend en heures équivalent TD afin de lever toute ambiguïté sur le volume d'heures à considérer.

Pour compléter, Monsieur Stéphane Bourdageau, Directeur général des services, indique que le plafond d'heures préconisé se réfère aux heures réalisées au sein de l'établissement, les heures faites à l'extérieur constituant quant à elles un cumul d'activités soumis à l'autorisation du chef d'établissement.

En ce qui concerne le seuil de 187 heures pour les vacataires, celui-ci a été déterminé à partir du plafond maximal de rémunération liée aux vacations d'enseignement prévu par l'arrêté du 6 novembre 1989 modifié fixant les taux de rémunération des heures complémentaires.

A l'issue des échanges, le VP CA soumet la préconisation de plafond d'heures complémentaires et de vacations d'enseignement au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)**

4.2 Approbation du rapport social unique (RSU) 2020

Le VP CA invite le DRH à présenter le RSU 2020.

Au préalable, Monsieur Boussat informe les administrateurs de la mise en place de l'allocation forfaitaire de télétravail au sein de l'établissement. Cette indemnité résulte du décret n°2021-1123 du 26 août 2021 et correspond à un forfait de 2,50 euros par journée de télétravail dans la limite de 220 euros par an. Le versement sera effectué de manière trimestrielle à l'aide des feuilles de calcul de l'outil de gestion des congés et de télétravail de l'établissement. La première mise en paiement aura lieu sur la paie de mars 2022 de manière rétroactive à compter du 1^{er} septembre 2021. Un bilan sera fait chaque année dans le cadre du RSU.

Le rapport social est le fruit d'un travail collaboratif entre l'administration et les organisations syndicales, deux réunions techniques se sont tenues en juin et septembre 2021 sur le contenu, les indicateurs et les différentes données de ce rapport. Le RSU 2020 a été transmis aux membres du CT de manière anticipée afin qu'une expertise au fond puisse être réalisée en séance du Comité du 26 octobre dernier. Le DRH indique que le CT a émis un avis favorable à l'unanimité.

Il présente les chiffres clés de ce RSU :

- **Plafond d'emplois et effectifs :**

- o Une répartition des effectifs relativement stable : 51 % de personnels enseignants et 49 % de personnels BIATSS ;
- o Une évolution significative sur les trois dernières années du nombre de personnels au sein de l'établissement : +7,8 % avec une augmentation importante des personnels BIATSS ;
- o Un fort taux de titulaires chez les personnels BIATSS de 65 % contre 35 % de contractuels ;
- o Un taux de titulaires chez les personnels enseignants de 58 % ;
- o Chez les enseignants-chercheurs, une part de 76 % de maîtres de conférences contre 24 % de professeurs des universités. Cette répartition à Avignon Université est assez atypique, la moyenne nationale situant le ratio à 60 % de maîtres de conférences contre 40 % de professeurs des universités.

- **Mouvements et promotions :**

- o 49 promotions sur l'année 2020 réparties de manière équivalente entre les personnels BIATSS (49 %) et les personnels enseignants (51 %) soit 23 femmes et 26 hommes, représentant 7 % de l'effectif total de l'établissement ;
- o La répartition de ces promotions chez les personnels enseignants : 20 % résultent de concours ; 80 % des avancements de grade ;
- o Chez les personnels BIATSS : 37 % des promotions résultent d'un examen professionnel ou d'un concours, 42 % du tableau d'avancement et 21 % de la liste d'aptitude.

Le DRH indique qu'à la demande des représentants des personnels, le RSU intègre cette année les sections CNU et les disciplines des promus enseignants et enseignants-chercheurs dans le cadre des avancements de grade.

- **Rémunérations :**

- o Une forte évolution de la masse salariale de l'établissement depuis 2018 liée à l'augmentation des effectifs ;
- o Un salaire moyen brut de 3 578 euros chez les personnels enseignants et de 2 569 euros chez les personnels BIATSS ;
- o En termes de consommation de la masse salariale, 64 % est dédiée aux personnels enseignants contre 36 % aux personnels BIATSS ;

- **Formation :**

- o Un effort relativement important en matière de développement des compétences avec un nombre de stagiaires significatif malgré le contexte pandémique (715 stagiaires pour 1 009 jours de formation) ;
- o Un budget formation de 132 k€ consommé quasiment intégralement, le plus souvent sous forme distancielle ;

- **Qualité de vie au travail, hygiène et sécurité :**

- o Un budget d'action sociale se portant à 75,6 k€ ;
- o Le budget du CASPUA de 22,9 k€ ;
- o Un taux d'emploi pour les bénéficiaires de l'obligation d'emploi de 5,6 %.

- **Dialogue social :**

- o Un dialogue social extrêmement riche et nourri avec 85 réunions des instances, 523 accords signés sur 539 accords proposés soit 97 % des points inscrits à l'ordre du jour qui ont adopté ;
- o Un taux de 47 % des membres titulaires et suppléants de sexe féminin sur l'ensemble des instances de l'établissement.

La transformation du bilan social en RSU résulte du décret n°2020-1493 du 30 novembre 2020. Le législateur a voulu donner plus de profondeur au RSU pour en faire un document stratégique. Le rapport social a vocation à soutenir la stratégie pluriannuelle de pilotage RH de l'établissement.

Un autre fait marquant de cette réforme est la création d'une base de données sociales qui sera mise à disposition des représentants des personnels et qui sera remontée au Ministère pour alimenter son propre RSU. En interne, ce travail sera lancé dès janvier 2022 avec la conception des indicateurs, pour aboutir à une présentation de cette base de données sociales devant les instances fin 2022.

(cf. annexes point 4.2 : RSU 2020 et diaporama de présentation).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet le RSU 2020 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

Prenant la parole, le Président tient à remercier le DRH et son équipe pour le travail accompli.

5. Formation et vie étudiante :

5.1 Création d'un parcours préparatoire au professorat des écoles (PPPE) avec le Lycée Théodore Aubanel à compter de la rentrée universitaire 2022

Le VP CA invite Monsieur Ange Polidori, Vice-président de la Commission de la formation et de la vie universitaire (VP CFVU), à présenter ce point.

La création de ce parcours préparatoire avec le Lycée Théodore Aubanel s'inscrit dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) pour l'obtention du label PPPE lancé conjointement par le Ministère de l'Education nationale, de la jeunesse et des sports et le Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI).

L'objectif de ce parcours est de préparer au mieux, dans une optique pluridisciplinaire, des étudiants à entrer en master MEEF 1^{er} degré et à réussir le concours qui repose sur deux expertises complémentaires, le français et les mathématiques.

Ce PPPE s'adosse à une licence disciplinaire et propose une formation hybride dispensée pour moitié par des enseignants du secondaire et pour moitié par des universitaires.

Les enseignements dispensés par les collègues du secondaire se portent à 75 % la première année, 50 % la deuxième année et 25 % la troisième année. A l'issue de ce parcours préparatoire, les étudiants pourront obtenir la mention de la licence à laquelle le PPPE est adossé pour *in fine* intégrer le master MEEF ou se réorienter si les étudiants le souhaitent.

Lors de la première vague de l'AMI PPPE, 24 projets ont été labellisés. Cette année, lors de la Commission régionale de la formation post-bac présidée par le Recteur de région académique, les universités ont été sollicitées pour répondre à cet AMI.

Avignon Université a souhaité candidater à cet appel en collaboration avec le Lycée Théodore Aubanel, sous réserve d'une mutualisation quasi complète des heures d'enseignement avec la licence de lettres à laquelle le parcours est adossé.

La lettre d'intention a été transmise à Monsieur le Recteur de région académique qui a émis un avis très favorable sur ce projet. La CFVU s'est également prononcée favorablement à la création de ce parcours en sa séance du 28 octobre dernier.

En termes de calendrier, les établissements ayant candidaté à cette seconde vague recevront les résultats de l'AMI à compter du 26 novembre 2021. Si l'université est lauréate, ce PPPE apparaîtra sur Parcoursup pour une ouverture effective dès la rentrée de septembre 2022.

Les moyens alloués par le Ministère pour accompagner les universités dans la création de ces PPPE se portent à 1 000 euros par étudiant en première année, 1 500 euros la deuxième année et 2 200 euros la troisième année, cumulés à une part non pérenne de 400 euros par place créée. Sur une base de 30 places, l'établissement pourrait bénéficier, au bout de la troisième année de licence, de 153 k € de financements pérennes associés à la création de ce parcours avec un global soclé de 141 k€.

(cf. annexe point 5.1).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Wenzel demande si un étudiant de première année de licence qui souhaiterait se réorienter vers ce parcours pourrait intégrer directement la deuxième année.

Monsieur Polidori indique que les enseignements du secondaire dans le cadre du PPPE représentent une part considérable de la formation en première année auxquels les étudiants ne peuvent se soustraire. La mise en place d'une passerelle en licence 2 semble difficilement envisageable.

Monsieur Gimello-Mesplomb fait observer que deux cours proposés dans le cadre du PPPE ne relèvent pas de la licence de lettres. S'agissant d'enseignements non mutualisables, il demande comment les coûts associés seront pris en charge.

Comme évoqué précédemment, le VP CFVU indique avoir demandé la mutualisation la plus complète possible des cours de la licence de lettres. Lorsque la mutualisation des enseignements ne sera pas possible, des cours seront créés *ex nihilo* avec des moyens dédiés. Il précise que le contenu du PPPE est à l'état de projet et sera affiné dans les mois qui viennent.

Monsieur Gimello-Mesplomb demande par ailleurs si les effectifs des promotions PPPE des universités lauréates en première vague sont connus.

Monsieur Polidori indique que l'Université Côte d'Azur a reçu 500 candidatures via Parcoursup et a ouvert une promotion complète dès cette année.

En complément, le Président précise que chaque année, 200 à 250 étudiants de l'établissement s'inscrivent dans des formations conduisant aux concours de l'Education nationale. L'objectif de ce PPPE vise à proposer à ce vivier d'étudiants un dispositif partenarial renforcé avec l'Education nationale dans un environnement plus proche du futur métier d'enseignant.

A l'issue des échanges, le VP CA soumet la création de ce parcours au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)**

5.2 Approbation du référentiel des responsabilités pédagogiques de l'Institut universitaire de technologie (IUT) au titre de l'année universitaire 2021-2022 (formation initiale et continue)

Le VP CA invite Madame Christine Dransart, Directrice de l'Institut universitaire de technologie (IUT), à présenter ce référentiel.

Les modifications du référentiel des responsabilités pédagogiques sont consécutives à la mise en place de la réforme du *Bachelor* universitaire de technologie (BUT). Cette année, cohabitent les dernières promotions de diplômes universitaires de technologie (DUT) et les premières années de BUT.

La majorité des responsabilités sont équivalentes à celles existantes dans le cadre des DUT. Les changements portent sur les nouvelles pratiques pédagogiques liées à l'approche par compétence (situations d'apprentissage et d'évaluation) qui nécessitent des missions de coordination. Par ailleurs, des stages sont instaurés dès la première de BUT, impliquant la création d'une responsabilité d'encadrement de ces stages. Une nouvelle responsabilité a également été créée pour la maintenance des serveurs du département « Statistique et informatique décisionnelle » (STID).

En ce qui concerne le référentiel des primes de formation continue, une mission a été supprimée suite au recrutement d'un contractuel chargé de la prospection des entreprises. En parallèle, l'IUT propose la création d'une responsabilité liée à la communication, financée sur ressources propres de la composante.

(cf. annexes point 5.2).

Le référentiel des responsabilités pédagogiques de l'IUT a recueilli l'avis favorable à l'unanimité du CT et de la CFVU respectivement les 26 et 28 octobre 2021.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet le référentiel des responsabilités pédagogiques de l'IUT 2021-2022 (formation initiale et continue) au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

5.3 Actualisation des arrêtés-types relatifs au régime spécial d'études (RSE) pour handicap

L'actualisation des arrêtés-types relatifs au RSE pour handicap a vocation à élargir le panel d'aménagements possibles dont peuvent bénéficier les étudiants éligibles au dispositif.

Parmi les aménagements pédagogiques, le nouvel arrêté-type prévoit la possibilité de recourir à un transcritteur automatique. En ce qui concerne le déroulement des épreuves, l'étudiant pourra demander une reformulation de la consigne et une assistance matérielle à l'aide du logiciel « GeoGebra » (logiciel de mathématiques).

(cf. annexes point 5.3).

Ces arrêtés-types ont recueilli l'avis favorable à l'unanimité de la CFVU en sa séance du 23 septembre 2021.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Gimello-Mesplomb relaie les interrogations exprimées par certains collègues quant à la faisabilité de reformuler les consignes et le sujet lors d'une épreuve (temps consacré en début d'épreuve). Par ailleurs, il note que l'arrêté-type ne mentionne pas la possibilité de recourir à une police qui permet de faciliter la lecture pour les publics dyslexiques.

Sur la question du temps nécessaire à la reformulation du sujet ou des consignes, le VP CA rappelle que les étudiants concernés bénéficient en parallèle d'un tiers temps. Par ailleurs, la reformulation peut être préparée par l'enseignant en amont de l'épreuve. Lors de la distribution des sujets, ces étudiants se voient remettre un sujet différent ou des consignes reformulées.

Sur la question de la police spécifique, le VP CA indique que l'adoption de cet arrêté-type ne fait pas obstacle à ce que le Relais Handicap adapte les aménagements à la situation spécifique de chaque étudiant.

A l'issue des échanges, le VP CA soumet les arrêtés-types relatifs au RSE pour handicap au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

5.4 Commission « Contribution de vie étudiante et de campus » (CVEC) : approbation de la programmation des actions 2021-2022 – 2^{ème} vague

Le VP CA invite Madame Audrey Abonnen, Vice-présidente déléguée à la vie universitaire (VP VU), à présenter la seconde vague de programmation des actions financées par la CVEC sur l'année universitaire 2021-2022.

Quatre projets sont soumis au vote du Conseil : deux sont portés par le Vice-président étudiant (VPE), l'un relatif à la distribution de protections périodiques lavables et réutilisables pour un montant de 18 k€, l'autre relatif à la mise en place d'un budget participatif à hauteur de 15 k€. Les deux autres projets sont portés par la Maison de la culture et de la vie de campus (MCVC) et concernent d'une part la reconduction du dispositif de corbeilles solidaires mis en place depuis plusieurs mois dans le contexte de crise sanitaire pour un montant de 20k€ et d'autre part un projet de résidences d'artistes étudiants ayant vocation à faire émerger les nouveaux talents et les accompagner au mieux, pour un montant de 30,8 k€.

Le montant total alloué aux projets présentés en vague 2 se porte à 83,8 k€, le reste de l'enveloppe 2021-2022 à répartir se situant *in fine* à 98,6 k€ (cf. annexe point 5.4).

Cette seconde vague de programmation des actions a recueilli l'avis favorable de la Commission CVEC et de la CFVU les 7 et 28 octobre dernier.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet cette nouvelle programmation au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

6. Recherche :

6.1 Création de l'unité propre de recherche et d'innovation (UPRI) à l'UFR Sciences, Technologies, Santé

Prenant la parole, Monsieur Georges Linarès, Vice-président de la Commission de la recherche (VP CR), présente les éléments de contexte ayant conduit à la proposition de création d'une UPRI au sein de la composante Sciences, Technologies, Santé (UFR STS).

Certaines équipes scientifiques très actives en recherche et qui portent également des projets d'innovation, de transfert de technologies et de création d'entreprises ont des difficultés à développer leurs projets dans le contexte du laboratoire auquel elles sont rattachées. C'est spécialement le cas dans les unités mixtes de recherche (UMR) multi-tutelles qui conduisent un pilotage assez fort et directif qui fait que ces projets structurants tournés vers l'innovation ont du mal à se développer dans de bonnes conditions. D'autres difficultés plus institutionnelles peuvent émerger lorsque des chercheurs de l'établissement hébergés dans des laboratoires dont l'université n'est pas tutelle développent des projets d'innovation générateurs de recherche contractualisée et de propriété intellectuelle.

Le projet d'UPRI répond à ces deux situations avec une proposition de laboratoire sur un format particulier. La structure est assez souple et héberge des équipes de recherche qui ont un projet fort, structurant, avec une identité et une politique scientifiques très marquées, ainsi qu'un certain niveau d'autonomie. L'UPRI permet de doter ces équipes de recherche de statuts adaptés à leurs propres objectifs et projets scientifiques et à la réalité des pratiques et des usages de la recherche que ces équipes souhaitent développer.

Reprenant la parole, le VP CA indique que la création de cette UPRI nécessite d'adapter la liste des unités de recherche figurant dans l'annexe aux statuts de l'UFR STS et dans les statuts de l'Ecole doctorale « Agrosiences et sciences ».

(cf. annexes points 6.1).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet les statuts de l'UPRI, la modification de l'annexe aux statuts de l'UFR STS et la modification des statuts de l'Ecole doctorale « Agrosciences et sciences » au vote des administrateurs.

- Approbation des statuts de l'UPRI

Il est précisé que les statuts de l'UPRI ont recueilli l'avis favorable du Conseil d'UFR STS le 12 octobre dernier, de la CR les 16 septembre et 14 octobre, de la Commission chargée des règlements et statuts le 25 octobre 2021 et du CT le 26 octobre 2021.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

- Actualisation de l'annexe aux statuts de l'UFR Sciences, Technologies, Santé

La modification de l'annexe aux statuts de l'UFR STS a recueilli l'avis favorable du Conseil d'UFR STS le 12 octobre dernier, de la Commission chargée des règlements et statuts le 25 octobre 2021 et du CT le 26 octobre 2021.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

- Actualisation des statuts de l'Ecole doctorale « Agrosciences et sciences » (ED 536)

La modification des statuts de l'ED 536 a recueilli l'avis favorable de la CR le 16 septembre, de la Commission chargée des règlements et statuts le 25 octobre 2021 et du CT le 26 octobre 2021.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

6.2 Allocation d'une aide financière à la *Business Unit* « IGBalance » (LaPEC) pour l'acquisition d'équipements et de consommables

Cette demande d'aide financière s'inscrit dans le cadre de la *Business Unit* « IGBalance » portée par Monsieur Guillaume Walther, Maître de conférences rattaché au Laboratoire de Pharm-écologie cardiovasculaire - LaPEC (cf. *délibération n°2021-080 du CA en sa séance du 21 septembre 2021*).

Le porteur de projet sollicite l'allocation d'une aide financière d'un montant de 9 236,94 euros pour l'acquisition d'équipements et de consommables nécessaires au fonctionnement de la *Business Unit* (cf. *annexes point 6.2*).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet cette demande de soutien financier au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

7. Conventions :

7.1 Approbation de la convention-type de mécénat

Le VP CA invite Madame Anne-Charlotte Planchenault, Responsable valorisation de la recherche au sein de la Direction d'appui à la recherche et à l'innovation (DARI), à présenter ce point.

La DARI reçoit de plus en plus de sollicitations de la part des partenaires qui émettent le souhait de faire des donations fléchées sur des projets de recherche bien identifiés. Aussi, la création d'une convention-type de mécénat répond à un besoin de formalisation de ces donations et d'harmonisation des pratiques au sein de l'établissement. Ce modèle de convention résulte d'un travail collaboratif entre la DARI et le Service des affaires juridiques (cf. *annexe point 7.1*).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Gimello-Mesplomb demande si le donateur qui contractualise avec l'établissement dans ce cadre bénéficie d'une défiscalisation.

Madame Planchenault le confirme. Elle précise que le taux de défiscalisation applicable dans le cadre de cette convention-type est identique à celui prévu par la réglementation.

A défaut d'observation complémentaire, le VP CA soumet cette convention-type au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

7.2 Approbation de projets de conventions de mécénat dans le cadre de la chaire LIAvignon avec les sociétés ORANGE, ORKIS, LNE et CERCO

Dans le cadre de la chaire partenariale « LIAvignon : locuteur, voix parole » portée par le Laboratoire informatique d'Avignon (LIA), quatre des partenaires de l'université souhaitent réaliser une donation : les sociétés Orange et Orkis à hauteur de 62,5 k€ chacune, et le Laboratoire national de métrologie et d'essais (LNE) et la société CERCO à hauteur de 25 k€.

Le CA est donc invité à se prononcer sur les quatre projets de conventions basés sur le modèle de convention précédemment adopté (*cf. annexes point 7.2*).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet ces quatre projets de conventions au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

7.3 Approbation de l'avenant portant renouvellement du contrat avec le Centre français d'exploitation du droit des copies (CFC) conclu le 30 septembre 2021

Cet avenant porte renouvellement du contrat avec le CFC, conclu initialement le 20 juillet 2005, pour une durée d'un an (*cf. annexe point 7.3*).

L'incidence financière de cet avenant dépassant les 50 k€, il est soumis à l'approbation du Conseil.

Ce point ne soulevant aucune observation, le VP CA soumet cet avenant au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

7.4 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique avec ALM Formation au titre de l'année universitaire 2021-2022

Ce projet de convention prévoit les modalités de coopération entre l'université et la société ALM Formation dans le cadre de la formation des doctorants de l'Ecole doctorale « Culture et Patrimoine » (ED 537) à l'éthique de la recherche scientifique (*cf. annexe point 7.4*).

Ce projet prévoyant un taux de rémunération horaire supérieur au double du taux horaire équivalent TD (hTD), il doit être soumis à l'approbation préalable du Conseil.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet le projet de convention avec ALM Formation au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

7.5 Approbation du projet de convention de coopération pédagogique avec l'Association Rheso au titre de l'année universitaire 2021-2022

Ce projet de convention définit les modalités de coopération entre l'université et l'Association Rheso qui participe à la formation sur la sensibilisation aux violences de genre dans le cadre d'une unité d'enseignement d'ouverture, et ce pour la troisième année consécutive (*cf. annexe point 7.5*).

Comme précédemment, ce projet prévoyant un taux de rémunération horaire supérieur au double du taux horaire équivalent TD (hTD), il doit être soumis à l'approbation préalable du Conseil.

Ce point ne soulevant pas d'observation, le VP CA soumet le projet de convention avec l'Association Rheso au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

7.6 Renouvellement de l'accord-cadre de coopération internationale avec la Faculté de Droit de l'Université Nihon (Japon) pour la période 2021-2026

Cet accord-cadre a vocation à reconduire le partenariat entre l'université et la Faculté de Droit de l'Université Nihon au Japon pour une durée de cinq ans (*cf. annexe point 7.6*).

Dans le cadre de ce partenariat, Avignon Université accueille des étudiants de Nihon pour des cours intensifs de français langues étrangères (FLE) et organise des mobilités sortantes pour les étudiants avignonnais.

Cet accord-cadre prévoit également la réalisation de mobilités d'enseignants et d'enseignants-chercheurs.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet cet accord-cadre au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

8. Questions diverses

⇒ **Néant**

Prenant la parole, le Président indique que le prochain CA portera notamment sur le projet de budget et la campagne d'emplois 2022, l'aboutissement de la Villa Créative et la politique d'accueil des étudiants assujettis aux droits d'inscription différenciés. Il attire l'attention des membres du Conseil sur la nécessité d'un quorum physique sur les points budgétaires.

Le Conseil accueillera en sa séance du 14 décembre prochain les quatre nouveaux représentants étudiants suite aux scrutins qui se déroulent aujourd'hui même et demain.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 16h30.

Le Président d'Avignon Université



Philippe ELLERKAMP
74 rue
Louis Pasteur
84029 Avignon
cedex 1